

InterDIALOGOS : Action sociale et éducation en contextes pluriculturels
InterDIALOGOS : Soziales Engagement und Bildung in einer plurikulturellen Umwelt
InterDIALOGOS : Azione sociale e educazione nei contesti pluriculturali

- Les migrants qualifiés: de la déqualification à la coopération au développement
- I migranti qualificati: dalla dequalificazione alla cooperazione allo sviluppo
 - Qualifizierte Migranten: von der Dequalifizierung zur Entwicklungszusammenarbeit

I n t e r -

D

i

a

U

DIALOGOS

NUMERO 2/ 06



Le potentiel de développement des migrants transnationaux : Quelques résultats préliminaires du projet sur les migrants transnationaux d'Afrique sub-saharienne, dans le secteur de la santé à Genève

OIM (Organisation Internationale pour les Migrations) - UNIGE (Université de Genève) - RUIG (Réseau Universitaire International Genevois)

Dina Ionescu (OIM), Ibrahima Dia (OIM/UNIGE) et Ibrahima Guissé (OIM/UNIGE) ¹

Cet article sera publié dans la revue « Interdialogues », printemps 2007. Il propose un aperçu de la recherche « *Le potentiel de développement des migrants transnationaux d'Afrique sub-saharienne, dans le secteur de la santé à Genève* » d'une durée de 14 mois dans ses grandes lignes : genèse du projet, les étapes principales de la méthodologie, quelques résultats préliminaires et les implications en termes de politiques. Face à un foisonnement d'initiatives de la part des migrants (étudiants et professionnels de la santé à Genève, l'article conclut sur une interrogation quant au rôle des politiques en matière de maximisation du potentiel de développement des migrants transnationaux.

Le rapport final de cette étude sera publié par l'OIM (Organisation Internationale pour les Migrations), l'UNIGE (Université de Genève) et le RUIG (Réseau Universitaire International Genevois) en 2007. Celui-ci fera l'objet d'une Table Ronde le 5 mars 2007 à Genève réunissant des personnes clé des secteurs de la migration, du développement et de la santé, et divers acteurs (migrants, décideurs publics, représentants du monde associatif, de l'emploi, de l'université et des organisations internationales).

Dieser Artikel stellt eine Übersicht der Forschungsarbeit „Das Entwicklungspotential transnationaler Migranten aus Afrika südlich der Sahara im Genfer Gesundheitssektor“ dar, die über einen Zeitraum von vierzehn Monaten in der Stadt und im Kanton Genf durchgeführt wurde. Zunächst geht der Artikel auf den Ursprung des Projekts ein, das auf vier verschiedene Begegnungen zwischen Mitgliedern der Universitäten und internationalen Organisationen, zwischen Fachleuten zum Thema Migration, Entwicklung und Gesundheit, zwischen Herkunfts- und Zielland und letztlich zwischen Migranten und Politikern zurückzuführen ist. Es wird anschließend die methodische Vorgehensweise des Projekts zusammengefasst und erläutert, soweit sie die Forschungsergebnisse bedingt haben, die als vorläufige Fassung präsentiert werden. Angesichts der großen Anzahl privater Initiativen der Migranten, Studenten und Gesundheitsexperten in der Stadt und im Kanton Genf, schließt der Artikel mit der Fragestellung, welche Rolle der Politik zukommen könnte, um das Entwicklungspotential transnationaler Migranten zu maximieren.

Der Abschlussbericht dieser Forschung wird durch die IOM (Internationale Organisation für Migration), die UNIGE (Universität Genf) und das RUIG (Internationales Genfer Netz der Universität) im 2007 veröffentlicht. Der Bericht wird vorab am 5. März 2007 in Genf in einer Diskussionsrunde erörtert, die wichtige Akteure aus Migrations-, Entwicklungs- und Gesundheitsbereich, politische Entscheidungsträger, sowie Repräsentanten diverser

¹ L'équipe de recherche du projet est formée d'Ibrahima Dia (OIM/UNIGE), Ibrahima Guissé (OIM/UNIGE) et Dina Ionescu (OIM). La recherche est développée en collaboration avec Mary Haour- Knipe (OIM), Frank Laczko (OIM), Claudio Bolzman (UNIGE), Sandro Cattacin (UNIGE) et Claudine Burton Jeangros (UNIGE).

Migrantenorganisationen, Assoziationen, Berufsgruppen, Universitätsverbände und internationaler Organisationen zusammenbringt.

I. Un projet à la croisée des agendas migration, développement et santé

Ce projet de recherche de l'OIM en partenariat avec l'UNICEF et financé par le RUG s'appuie sur une démarche sociologique et s'inscrit dans l'agenda international sur Migration et Développement. Il s'articule autour du triptyque **Migration- Développement – Santé (MDS)** et s'enrichit à partir de **quatre** dynamiques.

D'abord, le débat sur le rôle des migrations dans les stratégies de réduction de la pauvreté, de l'impact de la double nationalité et des accords de migration temporaires bilatéraux sur le développement du pays d'origine, montrent la place croissante de la question migration et développement dans l'agenda local et international. Cependant, il s'agit aussi d'attirer l'attention des décideurs locaux et internationaux (souvent centrée sur la question des transferts de fonds) sur d'autres aspects de la migration : pressions familiales et sociales, déconstruction du tissu familial ou encore le problème de déqualification /déprofessionnalisation des migrants.

Ensuite, ce projet insiste sur la crise structurelle profonde des systèmes de santé en Afrique subsaharienne qui est exacerbée par les migrations du personnel de la santé (MPS). Les causes à l'origine des MPS (conditions de travail difficile, absence de mobilité socioprofessionnelle, salaire bas, etc.) sont aussi les raisons évoquées par rapport à la question du retour au pays d'origine. Le choix du Cameroun, de la République Démocratique du Congo et du Sénégal dans le cadre de cette étude s'explique par leur représentativité numérique dans le canton et la ville de Genève et l'acuité de la question de la « fuite des cerveaux » et de la pénurie des professionnels de la santé. L'Afrique Sub-saharienne est la seule région au monde à ne pas connaître de croissance dans les dix prochaines années, selon les projections de la Banque Mondiale. En outre, les migrants africains en Suisse sont surtout *présents* dans le débat politique à travers les questions d'asile, d'où l'intérêt d'aborder cette région sous des angles différents, tels que le potentiel de développement des migrants, les capacités professionnelles et le lien entre stratégies étudiantes et professionnelles. Ce projet s'intéresse aussi aux besoins en main d'œuvre du secteur médical genevois pour aider à une meilleure prise en compte de la question des MPS dans la politique suisse en matière de migration et santé qui est centrée sur les implications épidémiologiques de la migration et sur la santé des migrants.

Par ailleurs, cette recherche tente aussi de concilier deux mondes : «l'ici » et «là bas ». La connaissance des stratégies de développement des migrants envers leur pays d'origine «là-bas» implique une prise en compte de leur situation dans le pays d'accueil «ici », à Genève en Suisse. Selon les statistiques de l'Office Fédérale des Statistiques, en 2004, 90 000 étrangers travaillaient dans le secteur de la santé et du social en Suisse, dont une large majorité issue de l'Union européenne, de la région des Balkans (20 000 personnes) et d'autres régions du monde (13 000).

Enfin, cette recherche vise à créer un espace de dialogue entre les migrants transnationaux et les décideurs publics et de nourrir et d'informer le débat politique à partir d'exemples concrets. En effet, la difficulté de bâtir un «langage commun » sur la question MDS se manifeste par l'ambivalence des discours des politiques (législation, statut, besoins en main d'œuvre, programmes et coûts) et ceux des migrants (perceptions, histoires, contraintes, attentes, stratégies personnelles, mauvaise conscience, envie de faire quelque chose pour son pays, désir de changement et perspectives pour ses enfants). Le défi, dès lors, est de créer un

pont entre les aspirations personnelles et les agendas politiques, au travers de réponses stratégiques mais surtout opérationnelles.

Les principaux axes de la méthodologie de cette recherche avant tout qualitative sont résumés ci-dessous : (i) revue de la littérature; (ii) choix des pays cibles sur la base des statistiques officielles; (iii) travail d'échantillonnage et identification des informateurs-clé selon la méthode boule de neige ; (iv) entretiens individuels avec les migrants (étudiant(e)s et professionnel(le)s) dans le secteur de la santé à Genève sur les déterminants et causes de la migration, les trajectoires et les conditions d'immigration et les interactions entre les migrants, le pays d'origine et le pays de résidence basés sur un guide d'entretien testé au préalable); (v) enquête par questionnaire (testé auparavant) sur les caractéristiques sociodémographiques, la question des salaires, les transferts de fond et leurs impacts socioéconomiques; (vi) focus groups avec les migrants, les associations des migrants et les acteurs institutionnels, (vii) entretiens institutionnels avec les représentants des institutions travaillant sur les questions MPS et MDS ; (viii) analyse des données quantitatives (Excel) et des données qualitatives de façon manuelle. La méthode boule de neige a mis en exergue la difficulté d'accéder aux personnels de santé, surtout ceux diplômés médicaux, mais exerçant en dehors des métiers de la santé ou des soins à domicile. Cette recherche a été ponctuée de diverses rencontres entre les chercheurs et le comité scientifique concernant les aspects théoriques, méthodologiques et opérationnels.

II. Quelques résultats préliminaires

1) D'abord, on découvre un foisonnement d'initiatives transnationales de la part des diasporas: institutions de transferts financiers, associations médico-sociales, dons de matériels (ordinateurs, équipements sanitaires, revues scientifiques), envoi de médicaments, prise en charge des centres de santé des pays d'origine, lobbying auprès d'institutions suisses, échanges de personnel, mobilisation d'étudiants. Si certaines initiatives semblent pérennes et professionnalisées, ce qui ressort très souvent des entretiens et des focus groups est encore « l'humain », avec ses aspirations et ses limites (poids de la famille dans la décision d'émigrer, au moment des transferts de fond, transferts de matériel ou de connaissances médicales souvent au profit de centres de santé du lieu d'origine). La famille et la communauté apparaissent souvent à la fois comme une motivation et un poids, ou une entrave.

2) Ensuite, les perceptions et images occupent une place fondamentale chez les migrants, prouvant qu'il ne faut pas prendre à la légère la dimension du ressenti. Celles-ci portent sur la situation vécue *ici*, plus spécifiquement sur les politiques migratoires ou de l'emploi, tout comme sur le contexte dans le pays d'origine. Des incompréhensions et frustrations se révèlent, portées par le sentiment que les diasporas sont mal vues « au pays », ou par la perte de repères par rapport au pays d'origine.

3) On note une très grande diversité de statuts des migrants transnationaux ainsi que de leurs trajectoires migratoires (procédure de l'asile, programmes spécifiques de coopération, procédures de réunification familiale pour certains ; acquisition de la nationalité suisse ou deuxième génération née sur le sol suisse pour d'autres). Une très grande diversité se retrouve aussi dans les métiers: médecins, infirmiers, aides soignants, personnel des permanences médicales, personnel d'établissements médico-sociaux, soins à domicile, dentistes et de nombreux métiers alternatifs dans les soins sociaux et le milieu associatif. Plusieurs variables sur la situation migratoire renseignent sur les liens entre le statut légal, la durée du séjour, l'intégration socioprofessionnelle et la capacité du migrant à contribuer au pays d'origine.

Cependant à ce niveau de l'étude il est encore prématuré d'établir des typologies liant la trajectoire migratoire, la trajectoire professionnelle et les contributions au pays d'origine. Le capital social des migrants et notamment l'accès à des réseaux sociaux et professionnels, sont des variables qui viennent s'ajouter aux questions de statut, de formation et d'accès au marché du travail. Le rapport final devrait être en mesure de fournir plus de réponses à ce niveau.

4) Deux autres éléments clé se détachent : (i) la question de la reconnaissance des diplômes, avec une nette différence entre les migrants diplômés d'un autre pays, en particulier dans l'Union Européenne, ceux titulaires d'un diplôme depuis leur pays d'origine et ceux diplômés en Suisse. Ensuite, la question du passage du statut d'étudiant au statut de professionnel représente un moment charnière pour de nombreux migrants transnationaux, venus pour les études et souhaitant rester en Suisse pour le travail. On remarque d'ailleurs, de plus en plus un redéploiement des migrations estudiantines africaines en Suisse vers d'autres pays tels que les Etats-Unis ou le Canada pour des raisons professionnelles.

5) Enfin, la recherche a aussi mis en valeur une nette distinction entre «la politique politicienne» que les migrants perçoivent négativement (relations interpersonnelles, recherche d'un profit pas toujours honnête, questions de passe-droits et de corruption dans le pays d'origine) et ce qu'on attend «des politiques» qui revêt une connotation positive. La perception négative politicienne semble déteindre sur la confiance des migrants, souvent frustrés ou désabusés et affecte négativement la volonté de collaboration avec les pouvoirs publics, dans le cadre de programmes et projets de coopération.

III. Quel rôle pour les politiques afin de maximiser le potentiel de développement des migrants transnationaux?

Les migrants et les diasporas n'ont pas attendu les politiques pour agir et développer des initiatives personnelles transnationales. Se posent alors les questions de savoir, d'une part, quels rôles peuvent jouer les politiques publiques dans le domaine de la migration et du développement et, d'autre part, quelle est l'articulation qui existe entre les stratégies des migrants et les stratégies des politiques ?

1) D'une part, les motivations « familiales », « communautaires » et « patriotiques » (vouloir faire « quelque chose » pour son pays d'origine) sont souvent à l'origine d'initiatives personnelles envers le pays d'origine. Aussi louables et sérieux soient-ils, ces sentiments finissent par se heurter à des obstacles. Les initiatives individuelles sont souvent limitées par des barrières structurelles, souvent d'ordre administratif ou bureaucratique, parfois dans le pays d'accueil (par exemple au niveau des employeurs lorsqu'il n'existe pas d'accord spécifique de coopération avec les pays d'origine), mais surtout dans le pays d'origine. Le besoin d'un certain degré d'organisation et d'institutionnalisation se fait alors sentir et c'est là un point clé pour les politiques. Il est nécessaire donc de mettre en œuvre des mécanismes pour aller au-delà de l'initiative individuelle et communautaire, vers une action reconnue et soutenue. D'autre part, si les motivations humanitaires, sociales ou patriotiques sont souvent à l'origine d'initiatives, les programmes et les politiques ne peuvent pas se baser uniquement sur ce registre, car pour des actions soutenables sur le long terme, la « bonne volonté » des migrants seule, ne suffit pas. Il s'agit donc de reconnaître aussi dans les motivations l'intérêt personnel, la recherche du profit et l'accomplissement personnel et professionnel sans les taxer « d'égoïsme » et « d'intéressement », car ces motivations sont réelles, fortes et peuvent mener à des contributions durables. Cela signifie par exemple de traiter les opportunités d'investissement des diasporas, comme tout autre investissement économique, ou encore de

répondre sérieusement à des exigences professionnelles en matière d'évolution de carrière et de mise en œuvre de l'expérience acquise dans le pays d'accueil.

2) La notion de « contribution au pays d'origine » revêt des formes très variées. C'est cette diversité même qui est à la fois une grande richesse et un défi de taille pour les politiques. Une grande richesse, car les contributions peuvent prendre des formes multiples (transferts financiers, de connaissance, de savoir-faire et de technologie, mise en réseau, soutien social et bénévolat, activités entrepreneuriales, petites et moyennes entreprises, immobilier, retour au pays d'origine, etc.). Mais c'est aussi un grand défi, de proposer face à cette diversité d'initiatives et de situations personnelles, des solutions pour encourager et faciliter ces contributions; d'où l'impossibilité d'avoir des réponses uniques et la nécessité de tenir compte dans les programmes proposés de l'hétérogénéité des situations, ainsi que des stratégies et attentes très dissemblables.

3) Enfin, il s'agit d'instaurer un réel dialogue et un vrai partenariat entre les différents acteurs. Cela signifie donc de pouvoir identifier, d'abord en Suisse, les acteurs du développement parmi les migrants transnationaux, leurs stratégies et leurs projets, car beaucoup de réseaux sont déjà en place et ont besoin de reconnaissance et de soutien. Il s'agit ensuite d'engager le dialogue avec les employeurs au niveau genevois afin de comprendre leurs besoins en main d'œuvre et leurs contraintes. Ce dialogue doit être ouvert aux universités et instituts de formation afin de créer un maillon (souvent manquant) entre le monde académique et professionnel, puisque les migrants dépendent dans la plupart des cas de l'un ou de l'autre des deux niveaux, avec peu de passerelles entre les deux. Un dialogue renforcé est aussi nécessaire entre les sphères de la santé, du développement et des migrations qui continuent souvent, malgré de nombreuses interactions à évoluer sans agenda commun. Enfin, le dialogue et la coopération avec les pays d'origine des migrants est un élément incontournable. Les migrants souhaitent la responsabilisation de leur pays d'origine et la réalisation de projets de coopération ne peut se faire, sans une forte implication, une réelle volonté politique et une maîtrise technique du côté du pays d'origine.